



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 02/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERGERAT MONNOYEUR

250 rue du Tuboeuf
77170 Brie-Comte-Robert

Référence : E4/24- 4465
Code AIOT : 0006514275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2024 dans l'établissement BERGERAT MONNOYEUR implanté 250 rue du Tuboeuf 77170 Brie-Comte-Robert. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a principalement porté sur les suites de l'inspection réalisée le 28/06/2022.
Un contrôle inopiné des rejets aqueux industriels du site était réalisé le jour de la visite d'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERGERAT MONNOYEUR
- 250 rue du Tuboeuf 77170 Brie-Comte-Robert
- Code AIOT : 0006514275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société BERGERAT MONNOYEUR réalise la réparation et remise à neuf des moteurs du groupe.
Elle bénéficie de l'arrêté préfectoral n° 14 DCSE IC 019 du 21/03/2014 l'autorisant à exploiter ses installations sur la commune de BRIE-COMTE-ROBERT.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux de surface
- Rejets atmosphériques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance des émissions dans l'eau	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.4	Sans objet
3	Surveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.1	Sans objet
4	Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.2.4	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a répondu à la quasi-totalité des points soulevés lors de l'inspection du 28/06/2022. Il devra apporter des réponses sur le point de contrôle n° 2 relatif à la surveillance des émissions dans l'eau.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et conduite des installations de traitement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre. La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue. Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux. Les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement ainsi que les eaux industrielles (eaux de lavage des pièces de la cabine de lavage et eaux de refroidissement des moteurs), sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement aussi souvent que nécessaire et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les dispositifs de traitement (séparateurs d'hydrocarbures) des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et des eaux industrielles (eaux de lavage des pièces de la cabine de lavage) sont nettoyés</p>

annuellement.

L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi des déchets relatifs au nettoyage des dispositifs réalisé en 09/2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance des émissions dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.3

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions dans l'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait effectuer, sur les rejets d'eaux pluviales (point de rejet n°2) et d'eaux industrielles (point de rejet n°3) au moins tous les ans, par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés respectivement à l'article 4.3.12 et 4.3.9 du présent arrêté selon les méthodes normalisées en vigueur.

Les résultats de ces contrôles seront transmis et commentés à l'inspection des installations classées dès réception.

Constats :

Le dernier contrôle sur les eaux pluviales (point de rejet n° 2) a été réalisé en 10/2023 par SGS. Les résultats sont conformes aux valeurs limites d'émission imposées à l'article 4.3.12 de l'arrêté préfectoral du 21/03/2014.

Le dernier contrôle sur les eaux industrielles (point de rejet n° 3) a été réalisé en 10/2023 par SGS. Le rapport de contrôle indique que la concentration en hydrocarbures totaux mesurée (45 mg/L) dépasse la valeur limite d'émission (5 mg/L) et que la concentration en NTK mesurée (75,1 mg/L) dépasse la valeur limite d'émission (70 mg/L).

L'exploitant a indiqué lors de la visite avoir d'ores et déjà mis en place des actions correctives (changement de produit pour le lavage des pièces) ayant permis d'améliorer la qualité des eaux industrielles rejetées.

Il a également indiqué que d'autres mesures sont à l'étude pour respecter les valeurs limites d'émission des eaux industrielles avant rejet dans le réseau : entretien des dispositifs de traitement, modification de l'aire de lavage...

Un contrôle inopiné des rejets aqueux industriels du site était réalisé le jour de la visite d'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures afin de respecter les valeurs limites d'émission des eaux industrielles de son site avant rejet.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Surveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 8.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des émissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

L'exploitant fait réaliser, tous les ans, sur le point de rejet à l'atmosphère n°1 (bancs d'essai moteurs) par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants

visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté selon les méthodes normalisées en vigueur. Il indique également la durée annuelle de fonctionnement des bancs d'essai moteurs. L'exploitant fait réaliser, tous les 3 ans, sur le point de rejet à l'atmosphère n°3 (sableuse) par un organisme agréé, une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants visés à l'article 3.2.4 du présent arrêté selon les méthodes normalisées en vigueur. Les premières analyses sont réalisées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les premières analyses sont réalisées dans un délai de 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les résultats de ces contrôles seront transmis et commentés à l'inspection des installations classées dès réception.

Constats :

Le dernier contrôle des rejets atmosphériques sur le point de rejet n° 1 (bancs d'essai moteurs) a eu lieu le 25/09/2023 par la société Entime.

La sableuse ayant été supprimée, la surveillance sur le point de rejet à l'atmosphère n° 3 est devenue sans objet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- À une teneur en O, ou CO, précisée dans le tableau ci-dessous.

Concentrations instantanées en mg/Nm

Conduit n°1

- Concentration en O2 ou CO2 de référence : 5,00%

Combustible Fioul domestique

Poussières 100

SO2 300

NO, en équivalent NO, 1500Co 650

COVNM 150

Conduit n°2

COVNM 50

Conduit n°3

Poussières 150

Le flux annuel des émissions diffuses de COV ne doit pas dépasser 25% de la quantité de solvants utilisée.

La consommation annuelle en solvants est inférieure à 1 tonne.

Les peintures mises en œuvre sont à base d'eau (avec une teneur en solvant inférieure à 10 %).

Constats :

Les résultats du dernier contrôle des rejets atmosphériques sur le point de rejet n° 1 (bancs d'essai moteurs) sont conformes aux valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques

imposées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'obligation du "permis de travail" pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues dans le présent arrêté ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Le personnel connaît les risques présentés par les installations en fonctionnement normal ou dégradé.

Les préposés à la surveillance et à l'entretien des installations sont formés à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et familiarisés avec l'emploi des moyens de lutte contre l'incendie.

Constats :

L'exploitant a mis en place sur site les consignes attendues.

Type de suites proposées : Sans suite